

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 29 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALLTUB FRANCE SAS

ZI du Clos Bonnet
Boulevard Jean Moulin - BP 182
49400 Saumur

Références : 2025-361_ALLTUB FRANCE SAS_INSP_RAP

Code AIOT : 0006301362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement ALLTUB FRANCE SAS implanté ZI du Clos Bonnet Boulevard Jean Moulin - BP 182 49400 Saumur. L'inspection a été annoncée le 16/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALLTUB FRANCE SAS
- ZI du Clos Bonnet Boulevard Jean Moulin - BP 182 49400 Saumur
- Code AIOT : 0006301362
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALLTUB France exploite sur la commune de Saumur des installations de fabrication de tubes en aluminium sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 20 septembre 2007. Ces tubes, souples ou rigides, servent d'emballage pour ses clients des industries pharmaceutiques, cosmétiques, d'hygiène, de l'agro-alimentaire, du bâtiment, de l'automobile,... Les tubes sont identifiés extérieurement par des motifs propres aux clients par l'application de laques, et sont revêtus intérieurement par des vernis permettant de protéger les futurs contenus pouvant interagir avec l'aluminium.

La visite avait pour objet principal les émissions atmosphériques et la déclaration GERE.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - GERE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 1.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
11	Conception des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
13	Système de traitement des fumées	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1	Demande d'action corrective	30 jours
15	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
16	Traitement des fumées - consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
17	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective	3 mois
18	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Sans objet
3	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I	Sans objet
4	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	Sans objet
5	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.IV	Sans objet
7	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
8	Réduction à la source	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.1.1	Sans objet
9	Captation et canalisation des rejets	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1	Sans objet
10	Nombre de points de rejets	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1	Sans objet
12	Points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1	Sans objet
14	Disponibilité des consommables	Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 2.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit faire un point sur sa situation administrative et régulariser celle-ci par un porter à connaissance si nécessaire.

L'établissement est en conformité avec ses obligations de déclaration sous GEREP.

Concernant les rejets atmosphériques, l'exploitant doit procéder aux contrôles des points de rejets qui n'ont pas été mesurés lors de la campagne précédente. Il doit établir des consignes pour son oxydateur thermique et faire un point sur la conformité de la conception de ses ouvrages de rejet à l'atmosphère.

Le plan de gestion des solvants doit être explicité sur les points listés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : La société ALLTUB exerce ses activités conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2007-543 du 20 septembre 2007. Compte tenu des évolutions des rubriques, l'établissement exploite des rubriques sous le régime de l'enregistrement (2565-2.a et 2940-2.a). D'autres activités relèvent du régime de la déclaration (2560-2, 2561, 2662-2, 2910-A.2 et 2925-1). Au vu des consommations de solvants, l'exploitant pourrait être concerné par la rubrique 1978. Il a également évoqué pouvoir être concerné par la rubrique 4331 .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra se positionner sur l'ensemble des rubriques qui pourraient concerner son activité et notamment les rubriques 1978 et 4331. Si l'installation relève de ces rubriques, l'exploitant devra informer le préfet dans le cadre d'un porter à connaissance concernant la situation administrative mise à jour sur les rubriques de la nomenclature des installations classées, et se positionner vis-à-vis des arrêtés ministériels qui les régissent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, obligation de déclaration annuelle des émissions
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données (...) Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : L'exploitant relève des conditions de déclaration des émissions dans la base de données GERE et a réalisé sa déclaration 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, établissement visé
Prescription contrôlée : Liste des établissements a) Etablissements exerçant une des activités listées ci-dessous : - installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; - pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; - stations d'épuration urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/ j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ; - site d'extraction relevant du code minier.

b) Etablissements exerçant l'une des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 susvisé dont les capacités sont supérieures aux seuils de ladite annexe.
https://aida.ineris.fr/consultation_document/441#Annexe_I

Constats :

L'établissement est soumis à autorisation et exerce des activités relevant de l'annexe I du règlement n° 166/2006 (E-PRTR).

Obervation :

Au vu de l'historique récent des consommations du site, l'exploitant s'assurera que ses activités sont au-dessus des seuils cités dans l'annexe I du règlement E-PRTR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II

Thème(s) : Risques chroniques, obligation de déclaration annuelle déchets

Prescription contrôlée :

II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.

Constats :

L'établissement a produit 256,807 tonnes de déchets dangereux en 2024.

La déclaration fait mention de l'ensemble des déchets dangereux déclarés.

L'établissement n'a produit que 132,999 tonnes de déchets non dangereux en 2024.

La déclaration indique que les déchets non dangereux sont supérieurs à 2 000 tonnes par an, ce qui n'est pas le cas.

L'exploitant n'est pas dans l'obligation de déclarer ses quantités de déchets non dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II

Thème(s) : Risques chroniques, données à déclarer production de déchets

Prescription contrôlée :

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée »;
- la quantité par nature du déchet ;
- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;
- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

Constats :

L'exploitant a procédé à la déclaration de la totalité de ses quantités de déchets, en mentionnant la nature, la quantité par nature, le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet a été expédié, ainsi que le mode de valorisation.
La déclaration est conforme aux attendus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.IV

Thème(s) : Risques chroniques, transfert transfrontalier

Prescription contrôlée :

IV. Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, l'exploitant indique en outre le numéro de notification. »

Constats :

Sans objet - L'exploitant ne procède à aucun transfert transfrontalier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, échéance de déclaration

Prescription contrôlée :

La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.

Constats :

L'exploitant a validé sa déclaration le 12/03/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réduction à la source

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il procède depuis plusieurs années à des modifications des produits utilisés, en remplaçant notamment les produits solvantés par des vernis et des laques en base aqueuse. Par ailleurs, il a procédé à des remplacements d'aérothermes par des rooftops qui permettent de réduire les consommations énergétiques pour la régulation des températures des ateliers. L'exploitant procède régulièrement à des campagnes de recherches de fuite sur les circuits d'air comprimé servant à l'extrusion des tubes aluminium, afin de réduire les fuites qui sont énergivores. Enfin, des projets et études sont en cours avec l'ADEME, afin de mieux maîtriser les consommations énergétiques du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Captation et canalisation des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets
Prescription contrôlée : Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il procède au stockage de ses produits en fûts fermés, avec une extraction d'air. Sur toutes les lignes de production des aspirations sont présentes au niveau des zones de presse (extrusion), de laquage, d'impression et de vernissage. Au droit des zones d'application des produits, la ligne de production fonctionne avec des portes fermées pour optimiser l'aspiration des émissions. Les émissions des 13 lignes de vernissages (chacune comprenant un vernisseur et un four) sont envoyées pour traitement vers l'oxydateur thermique. Les autres aspirations sont envoyées en toiture sans traitement préalable. Lorsque des fûts ne sont pas finis, ils sont refermés, puis stockés dans le local vernis/laque qui est

sous extraction d'air.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Nombre de points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation du nombre de points

Prescription contrôlée :

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Constats :

Le site dispose actuellement de 18 points de rejet dans l'air, correspondant à des extracteurs et aspirations qui sont reliés à des locaux (préparation d'encre, préparation des revêtements...) ou lignes de production.

Un de ces points de rejet correspond à l'oxydateur thermique sur lequel sont reliés les chaînes de vernis (13 chaînes comprenant 1 vernisseur et 1 four).

Le site disposait en 2008 de 38 points de rejet dans l'air.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conception des points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conception des cheminées

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Constats :

L'inspection a contrôlé par sondage les cheminées présentes sur le toit.

Les cheminées 14 et 15 identifiées en toiture sont équipées de chapeau chinois. La cheminée n°15 est située en dessous d'une gaine de ventilation, ne permettant pas une bonne diffusion des gaz dans l'atmosphère.

Le rejet du by-pass de l'oxydateur, qui est mis en fonctionnement lors des périodes d'arrêt de l'oxydateur thermique (pour maintenance ou en cas d'incident), se fait à l'horizontal sur le toit de

l'usine. Cette configuration ne permet pas une bonne diffusion des rejets dans l'atmosphère.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra faire une étude de l'ensemble de ses points de rejet, afin d'identifier ceux qui doivent, en raison des gaz présents nécessitant une bonne diffusion dans l'air, faire l'objet d'un réaménagement de l'exutoire présent et établir un plan d'actions le cas échéant. Un plan des points de rejets ainsi que leur identification sera transmis. L'exploitant établira également une liste des installations raccordées à chaque point de rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures
Prescription contrôlée : Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi doivent être aménagés de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. [...] Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté la présence des points aménagés pour réaliser les mesures des émissions des polluants sur certains points de rejets. Le rapport de l'APAVE (n° 134584257-001-1 du 19/02/2023), mentionne certains écarts sur les mises en œuvre des documents de référence, mais ceux-ci sont sans incidences sur les mesures réalisées pour les cheminées 02, 03, 05, 06, 07, 08, 10, 13, 14, 18, 22 et 23. Les incidences sur les mesures réalisées sur les cheminées 16, 17, 20 et 21 sont liées au non respect de la norme NF EN 15 259 (surface de la passerelle insuffisant au regard de la sécurité ou de disponibilité d'espace pour les mesures) et engendre que les valeurs indiquées pour le Zinc ne sont pas rendues sous accréditation. Le rapport de l'APAVE ne mentionne pas d'aménagement à envisager pour permettre une mesure sous accréditation.
Observation : L'exploitant fera un diagnostic de l'ensemble de ses points de rejets, ainsi que des points aménagés pour la réalisation des mesures de suivi et établira un plan d'action si une mise en conformité est nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des dispositifs de traitement
Prescription contrôlée : Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.
Constats : L'exploitant a communiqué le registre des incidents et des opérations de maintenances extraites du logiciel de GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur). Ces éléments doivent être complétés pour correspondre au registre attendu, qui doit mentionner les durées d'arrêt des installations, les causes identifiées, ainsi que les remèdes apportés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complètera le registre existant afin qu'il corresponde aux attendus de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 14 : Disponibilité des consommables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2007, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des rejets
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...
Constats : L'inspection a constaté la présence de stock de filtres de l'oxydateur thermique, ceux-ci devant être remplacés toutes les trois semaines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Traitement des fumées - conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées - conception
Prescription contrôlée :

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de procédures écrites pour l'entretien de l'oxydateur thermique. Cependant, celui-ci dispose d'une GMAO qui lui permet de planifier et suivre l'ensemble des opérations de maintenance nécessaires à l'entretien de l'oxydateur.

Le personnel qui intervient sur l'ouvrage a été formé par le constructeur de l'appareil (2 agents formés en direct) ou par le biais de la formation interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les données issues de la GMAO ne sont pas suffisantes pour être considérées comme un registre de suivi. Elles devront être complétées selon les prescriptions de l'article sus-visé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Traitement des fumées - consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation et de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

[...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

[...]

- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
Constats : L'exploitant a indiqué que les opérations de maintenance préventive de l'oxydateur thermique sont recensées dans le cadre de la GMAO. Cependant, aucune consigne pour les périodes de démarrage, d'arrêt ou de dysfonctionnement de l'installation ne sont établies.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les consignes pour l'ensemble des conditions de fonctionnement du dispositif de traitement des fumées. Ces consignes devront notamment prendre en compte les phases d'arrêt pour maintenance ou en cas de dysfonctionnement afin de permettre le respect des valeurs limites de rejet de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de mesure des rejets atmosphériques réalisé par l'APAVE en date du 19/02/2025 (n°134584257-001-1). Celui-ci ne mesure pas les rejets des points n°9, 15 et 19. Le rapport ne mentionne pas la représentativité de la production sur la période de mesure des rejets, ni le type de matériel utilisé pour réaliser les analyses. Le rapport indique que les VLE sont respectées pour l'ensemble des points de rejet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra réaliser les mesures complémentaires sur les points de rejets qui n'ont pas été analysés. Il devra veiller à ce que le rapport mentionne la représentativité des mesures, qui peut avoir une incidence sur le respect des VLE, notamment lorsque plusieurs lignes sont raccordées sur un seul exutoire, alors que l'ensemble des lignes ne sont pas en fonctionnement lors de la

mesure (ex point n°5).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (PGS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé son plan de gestion des solvants (PGS) des émissions de 2024, et a transmis celui-ci via la plateforme GEREPE tel que prévu.</p> <p>Le PGS ne semble pas cohérent sur différents points :</p> <ul style="list-style-type: none"> • O1 : devrait être calculé à partir des mesures des rejets canalisés, dont les données ne sont pas utilisées. Le calcul fait intervenir les quantités de déchets (incluant les solvants de nettoyage) ; Pour rappel O1 correspond aux rejets canalisés (hormis la quantité de rejets canalisés abattus par un dispositif de traitement et qui sont comptabilisés dans O5) • O5 : La formule de calcul fait de nouveau apparaître des déchets, ce sont les solvants détruits qui doivent être pris en compte. • O6 : Les pertes dans les déchets ne doivent pas correspondre au poids total des déchets, mais à la part de solvants dans les déchets. <p>Le calcul des émissions diffuses (O4) est de ce fait erroné.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra apporter des précisions sur les différentes observations mentionnées ci-dessus. Une visite d'inspection spécifique sur le plan de gestion des solvants permettra en 2026 de rentrer dans le détail de ces éléments. L'exploitant devra être en mesure d'expliquer et de justifier l'ensemble des données de son PGS.</p> <p>L'exploitant pourra s'appuyer sur le guide INERIS du 22 février 2009 relatif au plan de gestion des solvants.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois